

Les assemblées générales d'actionnaires

- ▶ Comment s'informer ?
- ▶ Qui peut participer à l'assemblée générale ?
- ▶ Comment s'exprimer ?
- ▶ Comment prendre contact avec les sociétés ?



Les assemblées générales d'actionnaires

L'assemblée générale annuelle est le moment privilégié pour l'actionnaire de s'informer sur la situation de la société et de s'exprimer sur sa gestion. Son objet principal est l'approbation des comptes sociaux de l'exercice qui sont présentés par le conseil d'administration ou le directoire et, le cas échéant, des comptes consolidés. Les actionnaires peuvent intervenir pour poser des questions aux dirigeants de la société.

Des résolutions sont soumises au vote des actionnaires lors de ces réunions, notamment sur l'affectation des résultats. En assemblée générale extraordinaire, les actionnaires sont appelés à voter des résolutions particulières relatives à la modification des statuts de la société et des autorisations d'émission de titres de capital ou donnant accès au capital.

L'actionnaire doit connaître les moyens mis à sa disposition pour s'informer sur la société, participer et s'exprimer lors de l'assemblée générale d'actionnaires.

Sommaire

- **Comment s'informer ?** p. 3-8
Les informations diffusées par les sociétés
Les questions écrites
- **Qui peut participer à l'assemblée générale ?** p. 9-10
- **Comment s'exprimer ?** p. 11-14
L'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour
Le vote
- **Comment prendre contact avec les sociétés ?** p. 15
Le service des relations avec les actionnaires des sociétés
Les autres services à contacter

Attention !

Les informations figurant dans ce guide pédagogique sont susceptibles d'être modifiées par l'entrée en vigueur, prochainement, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. Une version actualisée de ce document sera publiée sur le site internet de l'AMF à l'adresse suivante : www.amf-france.org > Publications > Guides > Guides pédagogiques.

Comment s'informer ?

Les actionnaires disposent de deux droits fondamentaux : celui de se faire communiquer des documents sur la société dont ils sont actionnaires, et celui de poser des questions aux dirigeants sur la gestion et plus généralement la vie de la société.

Le droit de communication s'exerce :

- **à l'occasion de la réunion des assemblées générales :** c'est le droit de communication « préalable » ;
- **en dehors de toute réunion :** c'est le droit de communication « permanent ».

Les documents que les sociétés sont tenues de mettre à la disposition de leurs actionnaires sont définis de manière limitative par le code du commerce et diffèrent selon qu'il s'agit du droit de communication préalable ou permanent. Par ailleurs, les sociétés ne sont pas tenues d'envoyer certains documents, qui peuvent seulement être consultés sur place.

Les informations diffusées par les sociétés

De manière générale, les documents suivants sont accessibles aux actionnaires :

- **les comptes annuels et consolidés**, ainsi que les projets d'affectation des résultats ;
- **les rapports du conseil d'administration ou du directoire** ;
- **les rapports des commissaires aux comptes** ;
- **la liste des administrateurs** ou des membres du conseil de surveillance ou du directoire ;
- **l'ordre du jour des assemblées générales**, ainsi que le texte des projets de résolution ;
- **le rapport de gestion** relatif à l'exercice écoulé ;
- **les tableaux de résultats** des cinq derniers exercices.

Ces informations peuvent être fournies séparément ou dans un document d'ensemble qui est, le plus souvent, le rapport annuel.

Ces informations peuvent être obtenues :

- **sous forme d'envoi de la part de la société** : en justifiant de sa qualité d'actionnaire. Dans le cadre du droit d'information préalable, la demande peut être présentée entre la date de convocation

à l'assemblée générale et le cinquième jour précédant la tenue de la réunion. La société doit procéder à l'envoi des documents demandés, à ses frais et avant la réunion ;

- **en consultation au siège social ou à la direction administrative de la société** : le droit de consultation peut être exercé soit par l'actionnaire, soit par le mandataire désigné par lui pour le représenter à l'assemblée générale, et ce à compter de la date de convocation et au moins pendant les 15 jours qui précèdent la tenue de l'assemblée.



Le rapport financier annuel

Depuis janvier 2007, un rapport financier annuel doit être publié dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice. Il comprend :

- **les comptes annuels** ;
- **un rapport de gestion** ;
- **le rapport des commissaires aux comptes** ;
- **une déclaration des personnes** assumant la responsabilité du rapport.

Ces documents, qui peuvent être consultés par les actionnaires avant l'assemblée générale, sont disponibles sur le site internet de la société. Le rapport financier annuel peut ensuite être repris dans le rapport annuel de la société.

Le rapport annuel

Le rapport annuel est l'outil de communication privilégié des sociétés : outre les comptes sociaux et consolidés, le rapport annuel présente l'entreprise, la situe éventuellement par rapport au secteur dans lequel elle exerce son activité, et comporte en général des indications sur les projets de l'entreprise et sa stratégie à moyen et long termes.

Le conseil de l'AMF

L'Autorité des marchés financiers recommande aux sociétés de mettre le maximum d'informations en ligne sur leur site internet.



Souvent enrichi de tableaux, graphiques et organigrammes, le rapport annuel est un outil précieux d'information. Ce n'est pourtant pas un support de communication uniforme et sa forme comme son contenu peuvent varier selon les sociétés. En particulier, certaines sociétés publient, parallèlement à un rapport annuel « classique », une plaquette, principalement destinée aux actionnaires individuels, ne comportant qu'un résumé de la partie générale du rapport annuel.

Le document de référence

Le document de référence est un document facultatif, contenant l'ensemble des données juridiques, économiques et comptables requises par la réglementation européenne et française. Il constitue une source de renseignements très complète sur la société qui l'élabore. Plus de la moitié des sociétés cotées sur Euronext Paris en réalisent un. Enregistré ou déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, ce document est établi sous la seule responsabilité de la société. Il fait l'objet d'un contrôle par l'Autorité des marchés financiers, notamment en cas d'opération financière. Ce document répond à l'objectif de diffusion d'une information de qualité auprès d'un large public. Il peut prendre la forme :

- **soit du rapport annuel de la société** (dans la majorité des cas) ;
- **soit d'un document spécifique** publié à l'occasion d'une opération financière.

Dans les deux cas, il comporte (le plus souvent à la dernière page) un sommaire faisant apparaître les différentes rubriques obligatoires et les pages dans lesquelles figurent les renseignements relatifs à ces rubriques. Un encadré précise sous quel numéro et à quelle date le document a fait l'objet d'un enregistrement ou d'un dépôt auprès de l'Autorité des marchés financiers.

Les documents de référence des sociétés sont consultables sur le site internet : (www.amf-france.org > [Décisions & informations financières](#)).

➔ A savoir

Que vous soyez actionnaire ou non d'une société cotée, vous pouvez vous procurer son rapport annuel :

- auprès de votre intermédiaire financier (il vous suffit de le demander à votre chargé de clientèle, par exemple) ;
- auprès de la société elle-même, par lettre ou par appel téléphonique au service des relations avec les actionnaires.

Les rapports annuels peuvent aussi être consultés :

- au siège des sociétés ;
- sur leur site internet.

Les questions écrites

Préalablement à la tenue d'une assemblée générale, tout actionnaire peut poser des questions écrites au conseil d'administration ou au directoire qui est tenu de lui répondre au cours de l'assemblée. Afin de permettre au conseil d'administration de préparer dans des conditions satisfaisantes les réponses à ces questions, les actionnaires doivent envoyer au siège social leurs questions écrites par lettre recommandée avec avis de réception adressée au président du conseil d'administration ou du directoire ou par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation au plus tard le 4^e jour ouvré avant l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription dans les comptes-titres afin de prouver la qualité d'actionnaire.

Une convocation par lettre sera envoyée directement par la société aux porteurs de titres inscrits au nominatif.

Les personnes en possession de titres au porteur doivent s'informer elles-mêmes :

- **soit en lisant la presse financière**: de nombreuses sociétés, suivant les recommandations de l'Autorité des marchés financiers, annoncent la date de réunion de leurs assemblées en publiant un encart dans la presse, généralement sous la rubrique « Avis financier ». L'Autorité des marchés financiers recommande que l'accès des actionnaires aux documents relatifs aux assemblées générales soit favorisé en procédant autant que possible à une mise sous forme électronique de cette documentation afin d'en faciliter la diffusion. Les dates des assemblées générales sont également indiquées dans certains journaux financiers dans une rubrique « Carnet de l'actionnaire », par exemple ;
- **soit en lisant le BALO** (*Bulletin des annonces légales obligatoires*). Le BALO peut être consulté sur le site internet du Journal officiel : www.journal-officiel.gouv.fr/balo.

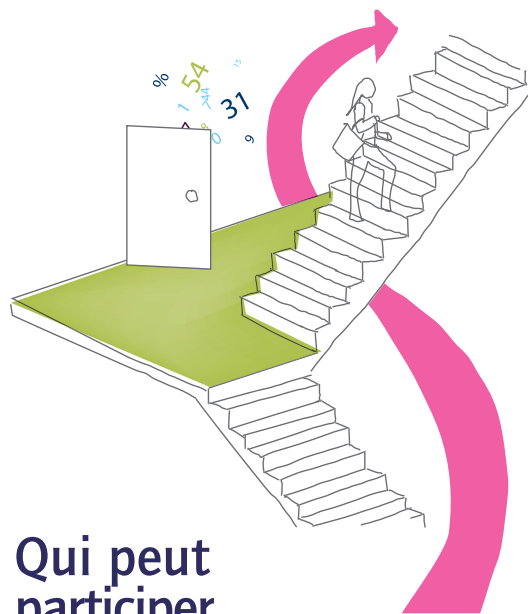
Un avis de réunion est publié au BALO au moins 35 jours avant la date prévue pour la tenue de l'assemblée générale. Cet avis contient les projets de résolution qui seront soumis au vote lors de cette assemblée (ces projets ne sont pas définitifs).

Un avis de convocation est publié au BALO et dans un journal d'annonces légales, au minimum 15 jours avant la tenue de l'assemblée: cet avis précise la date, l'heure et le lieu de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour.

La société doit publier un communiqué de presse précisant les modalités de mise à disposition ou de consultation des documents destinés aux actionnaires.

➔ A savoir

Le plus souvent, un avis de réunion valant avis de convocation est publié 35 jours avant la tenue de l'assemblée générale.



Qui peut participer à l'assemblée générale ?

Le droit de participer à une assemblée générale est ouvert aux personnes qui ont acquis des actions de la société concernée au plus tard le troisième jour ouvré à zéro heure, heure de Paris, précédant l'assemblée générale. Aucune acquisition réalisée après cette date ne confère le droit de participer à l'assemblée générale.

Le droit pour l'actionnaire de participer à l'assemblée générale résulte de son inscription dans les comptes tenus par la société pour les actionnaires inscrits au nominatif, ou dans ceux tenus par son intermédiaire, pour les actionnaires inscrits au porteur.

L'actionnaire peut participer à l'assemblée générale soit à distance, en utilisant le formulaire de vote à distance ou de procuration, soit en participant physiquement à l'assemblée générale. Dans ce dernier cas, il doit demander une carte d'admission à l'assemblée générale. S'il n'a pas reçu sa carte 4 jours avant l'assemblée générale, il peut demander à son teneur de compte une attestation de sa qualité d'actionnaire.

L'actionnaire peut, à tout moment, même après avoir envoyé le formulaire de vote à distance ou de procuration, ou après avoir obtenu une carte d'admission, céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou reçoit du teneur de compte une information sur le nombre de titres cédés par les actionnaires ayant déjà adressé leurs instructions de participation. L'accès à l'assemblée n'est pas conditionné à la détention d'un nombre minimal de titres.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Si ce n'est pas le cas, une deuxième assemblée doit être réunie, pour laquelle aucun *quorum* n'est exigé. L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité. Concernant les assemblées générales extraordinaires (AGE), les *quorums* exigés sont le quart des droits de vote sur première convocation et le cinquième lors de la seconde. L'AGE statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.



Comment s'exprimer?

L'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour

Les actionnaires peuvent intervenir lors des assemblées générales. S'ils détiennent eux-mêmes un nombre suffisant de titres ou se regroupent pour atteindre ce nombre, ils peuvent demander l'inscription d'un projet de résolution à l'ordre du jour.

La fraction du capital social nécessaire pour déposer un projet de résolution est de 5% pour les sociétés dont le capital est inférieur ou égal à 750 000 euros. Dans le cas où le capital social est supérieur à ce montant, les seuils de détention légaux sont réduits (cf. article R. 225-71 du code de commerce).

Le projet de résolution, pour être inscrit à l'ordre du jour et soumis au vote de l'assemblée, doit être envoyé à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par voie électronique jusqu'à 25 jours avant l'assemblée générale, ou bien, si l'avis de réunion est publié plus de 45 jours

avant l'assemblée générale, dans les 20 jours de sa publication. La demande est accompagnée du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

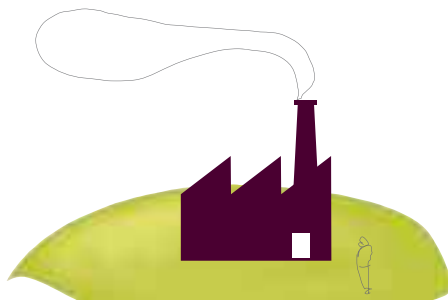
Le vote

Les actionnaires peuvent voter par correspondance, *via* internet ou par procuration

À défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale, l'actionnaire peut, préalablement à cette assemblée, soit voter à distance (par correspondance papier ou voie électronique), soit donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint, soit donner une procuration au président de l'assemblée générale.

À compter de la convocation de l'assemblée générale, l'actionnaire peut demander par écrit à la société de lui envoyer, aux frais de la société, un formulaire de vote à distance ou de vote par procuration (dans la pratique, ces deux formulaires sont envoyés ensemble et peuvent ne former qu'un seul document utilisable dans l'une ou l'autre circonstance). Cette demande doit être déposée auprès de la société au plus tard cinq jours avant la date de l'assemblée générale.

Ces formulaires seront accompagnés de l'ordre du jour de l'assemblée, du texte des projets de résolutions qui seront soumises au vote lors de cette assemblée, ainsi que d'un exposé sommaire de la situation de la société à l'issue de l'exercice écoulé et d'un tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices et d'un formulaire de demande d'obtention de documents et renseignements complémentaires.



➔ A savoir

Les formulaires de vote par correspondance papier doivent être retournés à la société au plus tard 3 jours avant la tenue de l'assemblée générale, sauf délai plus court prévu par les statuts de la société.

Pour être valable, le formulaire électronique de vote doit être reçu par la société au plus tard à 15 h, la veille de la tenue de l'assemblée.

Le vote à distance

Le formulaire de vote à distance (papier ou électronique) permet d'exprimer un vote favorable ou défavorable ou de s'abstenir pour chacune des résolutions soumises à l'assemblée générale ; une abstention ou une absence d'indication du sens du vote sera considérée comme un vote défavorable à l'adoption de la résolution.

Tout actionnaire peut voter à distance quelle que soit la nature de l'assemblée générale.

La loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques a consacré la mise en œuvre du vote électronique. Le vote à distance sur internet permet à l'actionnaire de prendre part aux assemblées générales tout en ne participant pas physiquement au vote. Le vote s'effectue à partir d'un site internet spécialement aménagé à cet effet, et auquel les actionnaires pourront avoir accès à l'aide de codes et autres moyens d'identification sécurisés.

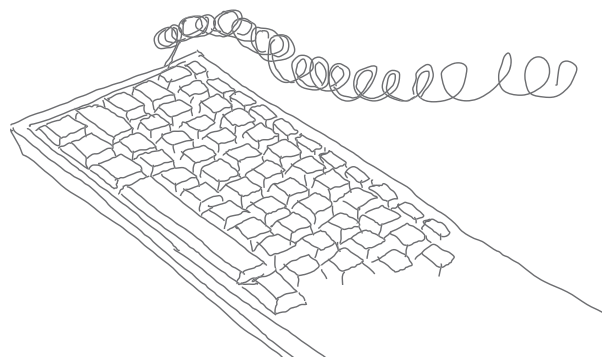
Le vote par procuration

L'actionnaire doit indiquer sur le formulaire de vote par procuration ses nom, prénoms et adresse, et signer ce document. Une procuration n'est valable que pour une assemblée : elle vaut cependant lorsqu'une seconde assemblée ordinaire est convoquée avec le même ordre du jour (quand le *quorum* n'a pas été atteint lors de la première assemblée).

L'actionnaire peut donner une procuration :

- à un autre actionnaire ou à son conjoint qui votera selon ses indications ;
- à la société sans indication de mandat. Dans ce cas, il exprime un vote favorable à tous les projets de résolutions déposés par la direction de la société.

Afin de favoriser la participation aux assemblées, l'Autorité des marchés financiers invite les sociétés et les intermédiaires financiers à suivre sa recommandation relative à la participation et à la représentation des actionnaires aux assemblées générales.



Comment prendre contact avec les sociétés ?

Le service des relations avec les actionnaires

Dans les plus grandes sociétés, il existe un service chargé des relations avec les actionnaires. Les fonctions de ces services sont la préparation du rapport annuel et des divers documents destinés aux actionnaires : lettres aux actionnaires, convocations aux assemblées, l'organisation des assemblées générales et des réunions d'actionnaires, la gestion administrative des titres nominatifs, l'animation du site internet dédié aux actionnaires, etc.

Ce service répond aussi aux questions que les actionnaires individuels peuvent se poser, tant sur l'évolution des cours de bourse que sur des problèmes pratiques tels que le versement des dividendes, les dates d'assemblées générales et les modalités pour y assister ou pour voter par procuration, la gestion des titres au nominatif, etc.

Les autres services à contacter

Lorsqu'il n'existe pas de service chargé des relations avec les actionnaires, la diffusion des documents d'information et la gestion administrative des titres sont le plus souvent confiées à :

- la direction financière ;
- la direction de la communication ;
- la direction générale.



Autorité des marchés financiers
17, place de la Bourse – 75082 Paris Cedex 02
Tél.: 01 53 45 60 00 – Fax: 01 53 45 61 00
Internet: www.amf-france.org